

Le temps est venu !

Elyès Jouini

L'économie tunisienne est aujourd'hui très mal en point. À une politique économique qui a privilégié la rente au profit d'une minorité proche du pouvoir a succédé une politique économique court-termiste qui fait la part belle à la consommation.

La situation sociale est inquiétante car le mécontentement est plus grand. La croissance, déjà ralentie et inégalement répartie pendant les dernières années de Ben Ali, n'est toujours pas suffisante.

Le temps est venu de réfléchir à une nouvelle politique économique.

Commençons par faire un état des lieux de la situation.

Le plus évident d'abord : les moteurs extérieurs de la croissance ont disparu. La forte dépendance à une Europe en crise en est la cause principale. En 2011, la Tunisie a accueilli moins de touristes (-31%) et moins d'IDE (-24%), et les rebonds affichés en 2012 du nombre de touristes (+25%) et des IDE (+27%) sont encore insuffisants pour redonner l'espoir d'une relance.

L'investissement est aussi au plus bas. L'investisseur étranger a fui et même l'investisseur local recule devant autant d'incertitude, comme en témoigne la baisse des intentions d'investir (-57 % à Siliana, -43 % à Jendouba, -44 % à Kasserine et -29 % à Sidi Bouzid). L'investissement public reste en butte à des difficultés de financement, aux troubles sociaux dans les régions et aux inévitables lenteurs procédurales et administratives.

Pour l'instant, la seule politique privilégiée est celle de la consommation, avec notamment une augmentation de la masse salariale dans le secteur public s'élevant à 14% en 2012, de contrôle des prix, d'approvisionnement en produits de consommation importés, alimentée par une politique monétaire accommodante de faible taux d'intérêt.

Même le rebond modeste de l'économie en 2012 avec une croissance du PIB de 3,6% (contre -1,9% en 2011) n'a pas suffi à atténuer la contestation sociale.

Il faut ajouter à cela les marges de manœuvre qui s'amenuisent. En politique budgétaire, le déficit s'alourdit et la faible croissance enregistrée fait monter le ratio de la dette

par rapport au PIB à environ 44% en 2012. Ce niveau n'est pas encore alarmant mais une faible croissance et une hausse non maîtrisée des dépenses courantes pourraient le placer à un niveau critique à moyen terme.

En politique monétaire, la politique accommodante de la Banque centrale ne pourra être longtemps maintenue avec une inflation grandissante.

Mais, comment en est-on arrivé là ?

Le modèle de croissance retenu par l'ancien régime a conduit au blocage du pays. Il était d'essence libérale -accélération des investissements et croissance économique en s'appuyant sur les forces du marché, l'initiative privée et l'intervention minimale de l'État-, mais plaçait l'intérêt de la clientèle au-dessus de l'efficacité économique, que ce soit dans l'attribution des diverses licences et des marchés, ou au niveau du respect des règles de la concurrence.

La réserve et la discrétion dans la diffusion des informations de l'administration ont développé les relations de favoritisme et de corruption, restreignant la libre concurrence. Les entreprises proches du pouvoir ont ainsi fait une concurrence déloyale sur le marché intérieur¹.

A cette concurrence déloyale s'ajoute un accès inégal au crédit. Cette situation a engendré une allocation du capital qui s'est rarement effectuée sur des critères économiques. Le secteur financier concentrait souvent toutes ses capacités de financement sur les seules entités adouées par l'Etat. Le fonctionnement peu concurrentiel du capitalisme tunisien a favorisé la constitution de marges élevées par les grandes entreprises installées.

Cette série de facteurs a favorisé l'émergence d'un capitalisme d'une grande inertie : peu concurrentiel, faible protection de la propriété, peu propice à la prise de risque et ne favorisant pas l'innovation.

Par ailleurs, l'Etat a délaissé la justice sociale. Le modèle de développement tunisien a en effet été dans l'incapacité de distribuer les retombées de la croissance économique d'une manière juste et équitable. Les critères de distribution n'obéissaient pas à un souci d'équité sociale mais plutôt à une logique de népotisme. Les autorités ont tenté de pallier ce déficit en mettant en place des politiques de soutien des prix ou de lutte contre la pauvreté. Mais ces politiques étaient dans l'incapacité de répondre aux vrais problèmes économiques et sociaux :

- Un chômage qui ne cesse de progresser chez les jeunes diplômés dont les profils correspondent peu à ceux recherchés par les entreprises;
- Des inégalités territoriales et sociales qui ont coupé le pays en deux avec en parallèle un Etat-providence incapable de les réduire;

¹ Quarante-six pour cent (46%) des entreprises tunisiennes enquêtées ont fait état d'une concurrence déloyale tandis que quarante pour cent (40%) d'entre elles ont déploré des comportements anticoncurrentiels.

- Un secteur informel qui s'étend, causant une concurrence déloyale aux entreprises qui s'acquittent de leur dû fiscal et social;
- Un système fiscal devenu complexe, économiquement inefficace et inadapté pour les PME.

Dans leur livre « *Why nations fail* »², les économistes Daron Acemoglu et James Robinson tentent d'apporter une réponse à une question simple, mais de portée universelle: comment se fait-il qu'il existe de telles disparités économiques entre les différents pays du monde ? Quelles sont les causes de ces disparités et de ces inégalités ? Ils concluent que la réponse est purement politique.

Ils estiment ainsi que les pays sont riches dans la mesure où ils construisent des institutions politiques pluralistes inclusives qui encouragent à la fois l'investissement des particuliers, la compétitivité et l'innovation technologique.

En effet, dans une société démocratique respectueuse de la justice sociale, où les libertés sont respectées, où la séparation des pouvoirs est claire, où les lois sont appliquées de manière efficace et équitable, et où les citoyens élisent librement leurs dirigeants, les tiennent pour responsables et peuvent les remplacer s'ils ne répondent pas à leurs aspirations, les décisions sont susceptibles d'être :

- plus équitables, servant les intérêts de la majorité;
- plus efficaces, parce que débattues plus largement par toutes les parties prenantes ;
- plus crédibles et donc plus mobilisatrices, car les agents économiques ont plus confiance dans les promesses faites par un gouvernement qui ne défend plus une caste dominante.

Aujourd'hui, ces mêmes défis se posent avec encore plus d'acuité étant donné que depuis les élections d'octobre 2011, le gouvernement de la Troïka a pris beaucoup de retard pour le lancement des réformes nécessaires.

Face à cette situation dégradée³, la Tunisie dispose de nombreux atouts pour relever ces défis. Néanmoins, ces indicateurs positifs longtemps utilisés par l'ancien régime ne doivent pas servir à nourrir un discours naïf d'autosatisfaction. Et il est en effet inutile d'afficher une panoplie d'indicateurs très flatteurs s'ils ne sont pas au service d'une stratégie et d'un modèle de développement alliant croissance et redistribution.

Rien ne sert par exemple d'afficher un fort taux de diplômés du supérieur si ces jeunes ne peuvent pas accéder au marché du travail. En effet, comme l'écrit Phelps, « *le mal essentiel fut de priver la masse des citoyens de la possibilité de se développer en empêchant les moins*

² *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*, Ed. Crown Business, 2012

³ Le développement socio-économique le plus élevé d'Afrique, une égalité homme/femme inédite dans la région, la population jeune la mieux éduquée de la région, etc.

favorisés d'accéder aux emplois, de lancer leur entreprise et d'occuper des postes qui leur auraient permis de rivaliser avec les privilégiés ».

Mais l'atout le plus important de la Tunisie reste sans doute sa marche entamée et résolue vers une démocratie de plus en plus participative.

Par ailleurs, les manifestations sur l'avenue Habib-Bourguiba lors de la Révolution de la dignité et suite à l'assassinat de Chokri Belaïd et Mohamed Brahmi démontrent que les Tunisiens refusent de voir leur pays confisqué de nouveau par une minorité au pouvoir. Ce refus prouve qu'un « esprit public » est en train d'émerger. En effet, pour qu'une démocratie source de prospérité s'enracine, il faut une prise de conscience générale de l'importance de la « chose publique » au sein de la société tunisienne.

L'Etat ne doit pas servir à l'enrichissement d'une élite mais de tous. Pour le bien-être de la Cité, dirigeants et citoyens, riches et pauvres, chefs d'entreprise et employés, doivent partager le sentiment que l'Etat est à leur service, et au service de l'intérêt général. C'est pour cela d'ailleurs que nous avons choisi de retenir parmi les divers noms qui ont été attribués à la révolution tunisienne celui de la Révolution de la Dignité, car c'est bien la dignité que les citoyens ont réclamé, une dignité qui se décline en emplois, en éradication de la pauvreté et en participation des citoyens à la construction du futur collectif.

À un moment où les partenaires de l'étranger semblent avoir abandonné la Tunisie dans l'attente de jours meilleurs, les différents agents économiques, entreprises et ménages doivent contribuer à l'effort national. La Tunisie en a besoin pour relever les nouveaux défis sans délai. La condition de la prospérité future de la Tunisie en dépend.

Une nouvelle politique économique pour la Tunisie passe d'abord par une réforme de la politique fiscale. Il s'agit de permettre une juste répartition de la charge fiscale entre les différents agents économiques, tout en sauvegardant le pouvoir d'achat de la classe moyenne et sans affaiblir la compétitivité des entreprises nationales.

La politique fiscale permet de réaliser une grande partie des objectifs de la Révolution de la dignité en fournissant les ressources nécessaires pour une relance de la croissance. Cependant, une telle réforme ne peut réussir que si elle suscite une adhésion des différents agents économiques à l'impôt pour qu'il puisse être d'abord collecté. Pour cela, une plus grande pédagogie crédible devra rendre plus palpable, aux yeux des citoyens, la contrepartie de l'impôt pour la prospérité de la Cité.

Sur les leviers dont dispose l'Etat, à savoir l'assiette fiscale, les taux d'imposition et les tranches d'imposition, celui qu'il s'agit d'actionner au plus vite et d'élargir est l'assiette fiscale. Aujourd'hui, peu d'entreprises paient l'impôt. Et même ceux qui s'en acquittent (les salariés) n'en ont pas le sentiment car ils sont prélevés à la source. Le rejet de l'impôt, ou simplement l'impression d'être trop prélevé sont moins dus à l'importance de l'impôt lui-même qu'au sentiment que tout le monde ne s'acquitte pas de ses obligations de la même façon, et que la charge fiscale qui pèse sur chacun n'est pas équitablement répartie.

Les nouvelles ressources dégagées par l'Etat pourront être réallouées de deux façons :

- La dépense publique devra d'abord être ciblée sur ceux qui en ont le plus besoin. Une réforme progressive de la Caisse de compensation en commençant par exemple par les subventions au pétrole et au gaz butane devra être entamée.
- Elle devra également être canalisée vers des projets d'infrastructure créateurs d'emplois qui soient justifiés économiquement. Car au stade actuel, avec des investisseurs, étrangers et privés, peu certains de la rentabilité espérée de leurs investissements, il appartient à l'Etat d'effectuer deux actions : investir dans des projets d'infrastructure pour amorcer le passage vers un modèle de croissance basé sur les exportations.

L'investissement représentait l'équivalent de 24% du PIB en 2011 (-2,3% par rapport à 2010), ce qui reste inférieur à un pays voisin comme le Maroc qui affiche un pourcentage proche de 35%. Il s'agit donc d'une composante incontournable de l'activité économique qu'il est impératif de développer.

L'Etat pourrait investir dans des projets d'infrastructure créateurs d'emplois, financés de façon innovante par des partenariats public-privé pour les investissements les plus lourds par exemple ou par des émissions d'obligations sur le marché local et rentables à terme. Ces investissements devront être lancés d'urgence avec des structures ad hoc dédiées. A situation d'urgence, structures d'urgence.

Ces projets seront d'une grande utilité. Ils seraient en mesure de créer des emplois dans les régions défavorisées, pour accompagner la croissance économique et répondre aux revendications sociales pressantes. Ils constitueraient d'autre part une opportunité pour permettre aux PME tunisiennes de se développer sur leur marché naturel (à l'instar des Small Business Act américain et européen) et permettraient d'améliorer l'offre logistique du pays, nécessaire pour renforcer sa compétitivité à l'export.

La relance des investissements est d'autant plus importante que le financement existe suite aux nombreux prêts obtenus auprès des différents acteurs multilatéraux et que la Tunisie dispose d'un outil pour mener à bien ces investissements. A l'instar de l'expérience marocaine, la Caisse des dépôts récemment créée pourrait apporter une partie du capital nécessaire aux grands projets structurants pour l'avenir du pays.

Pour se développer, l'économie a également besoin d'un secteur financier qui soit réellement mobilisé pour soutenir l'entrepreneuriat et la prise de risque grâce au développement de la microfinance.

A moyen terme, la montée en puissance de l'investissement public et de la consommation permettrait le retour de la croissance, l'amélioration du climat social et de la confiance.

Ce climat plus apaisé permettrait de s'orienter vers un nouveau modèle de croissance tourné vers les exportations.

Afin d'ancrer à terme la Tunisie dans une stratégie volontariste de croissance basée sur l'export, il faudra développer un nouveau modèle industriel inclusif qui aura pour priorité de :

- permettre une montée en gamme du tourisme
- de développer les métiers de demain dans le textile, l'industrie agroalimentaire, l'industrie automobile et aéronautique ainsi que les services aux entreprises.

Ce travail de longue haleine doit s'effectuer de pair avec un développement destiné à protéger l'investisseur, local ou étranger, et à lui offrir de meilleures conditions de travail. La Tunisie doit :

- adopter des mesures pour parvenir à une société plus égalitaire en facilitant le fonctionnement des marchés grâce à l'exécution des contrats, la protection des droits de propriété et la protection contre les comportements anticoncurrentiels,
- œuvrer à une intégration dans les marchés mondiaux en mettant en place des garanties pour protéger les consommateurs et les travailleurs contre l'exploitation en garantissant des conditions de travail décentes et une rémunération équitable.

Cette nouvelle politique permettrait d'ancrer la Tunisie dans une croissance accélérée, pérenne, équilibrée entre les différents agents, secteurs économiques et régions et ce pour tous les Tunisiens.